



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2022

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2022

Aux membres de la Fondation,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation LA MAISON DES ENFANTS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué, notamment en ce qui concerne :

Les résultats sous contrôle de tiers font l'objet d'affectation de la part des financeurs. Le traitement présenté dans les comptes annuels 2022 respecte les demandes et propositions qui ont été officiellement formulées à l'arrêté des comptes annuels.

Les comptes annuels intègrent des immobilisations en cours significatives. Nous nous sommes assurés du caractère régulier de l'absence d'activation de ces actifs au 31 décembre 2022, ainsi que de la réalité de leur enregistrement comptable.

Les modalités d'enregistrement des provisions pour risques et charges ont fait l'objet de contrôles et permettent de constater l'existence d'un risque quantifiable pouvant être comptabilisé au passif du bilan de la Fondation.

Nous vous procédés à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de la Fondation sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous portons à votre connaissance les informations suivantes : l'information sur le calcul et le montant des engagements retraite au 31 décembre 2022 (partiellement couverts par les placements financiers évoqués en annexe) n'est pas communiquée. La somme concernée était significative à la clôture des comptes le 31 décembre 2021.

Responsabilités de la direction et des administrateurs

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir

qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

Le Commissaire aux comptes
SAS CAFEX, représentée par

Julien BASLÉ

Signé électroniquement le 27/04/2023 par
Julien Baslé

Julien BASLÉ – Cabinet CAFEX
Expert-Comptable
Commissaire aux comptes



BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et

ACTIF	Exercice N 01/2022 - 12/2022			Exercice N - 1 01/2021 - 12/2021
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 732.41		3 732.41	3 732.41
Constructions	828 592.25	630 719.91	197 872.34	218 494.46
Installations techniques, matériels et outilla	62 768.55	39 885.86	22 882.69	2 384.62
Autres immobilisations corporelles	216 514.78	154 822.63	61 692.15	29 242.01
Immobilisations corporelles en cours	70 979.62		70 979.62	8 820.00
Avances et acomptes	780.00		780.00	
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	200.00		200.00	200.00
Autres immobilisations financières	7 515.00		7 515.00	1 620.00
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 191 082.61	825 428.40	365 654.21	264 493.50
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratta	3 720.99		3 720.99	4 790.09
Autres créances	12 721.27		12 721.27	16 707.36
Valeurs mobilières de placement	33 379.28		33 379.28	33 673.66
Disponibilités	1 084 150.04		1 084 150.04	915 014.21
Charges constatées d'avance	2 944.88		2 944.88	4 633.32
ACTIF CIRCULANT - Total II	1 136 916.46		1 136 916.46	974 818.64
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 327 999.07	825 428.40	1 502 570.67	1 239 312.14

CAFEX
Commissaire aux Comptes

CEGI	BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS	V.23023
	ANC 2018-06 et ANC 2019-04	
Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG		En Euro (Provisoire)
Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et		

PASSIF	Exercice N 01/2022 -	Exercice N - 1 01/2021 - 12/2021
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	82 669.33	82 669.33
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	594 787.47	445 929.13
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	594 787.47	445 929.13
Report à nouveau	48 239.41	35 161.90
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	28 506.71	28 506.71
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous</i>	137 657.59	125 449.08
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(107 627.77)	(108 496.77)
Excédent ou déficit de l'exercice	216 449.34	161 935.85
Situation nette (sous total)	942 145.55	725 696.21
Subventions d'investissement	3 441.69	4 015.31
Provisions réglementées	113 944.16	111 505.82
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 059 531.40	841 217.34
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	33 883.23	28 024.23
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	33 883.23	28 024.23
PROVISIONS		
Provisions pour risques	14 667.00	
PROVISIONS - Total III	14 667.00	
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	87 296.80	98 051.28
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 368.18	97 367.05
Dettes fiscales et sociales	225 205.73	174 181.50
Autres dettes	618.33	470.74
DETTES - Total IV	394 489.04	370 070.57
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	1 502 570.67	1 239 312.14
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	77 690.98	88 692.87
Dont à moins d'un an	11 001.89	15 454.90
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

CAFEX
Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2022 - 12/2022	Exercice N - 1 01/2021 - 12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 921 597.94	1 729 253.29
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	1 911 597.98	1 723 920.01
Ressources liées à la générosité du public	2 000.00	
<i>Dons manuels</i>	2 000.00	
Utilisations des fonds dédiés	3 350.00	
Autres produits	12 517.23	26 523.25
Total I	1 939 465.17	1 755 776.54
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	427 225.62	431 072.09
Impôts, taxes et versements assimilés	83 509.83	80 177.75
Salaires et traitements	844 765.77	763 954.63
Charges Sociales	297 852.67	262 433.90
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	59 882.16	47 115.00
Reports en fonds dédiés	9 209.00	7 038.84
Autres charges	29.06	21.36
Total II	1 722 474.11	1 591 813.57
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	216 991.06	163 962.97
PRODUITS FINANCIERS		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	1 972.46	1 705.34
Total III	1 972.46	1 705.34
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 912.83	3 192.48
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	919.72	
Total IV	3 832.55	3 192.48
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(1 860.09)	(1 487.14)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	215 130.97	162 475.83
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 011.25	4 234.23
Sur opérations en capital	10 533.62	1 373.62
Total V	11 544.87	5 607.85
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	266.50	3 345.20
Sur opérations en capital	7 521.66	2 802.63
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 438.34	
Total VI	10 226.50	6 147.83
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 318.37	(539.98)
Total des produits (I+III+V)	1 952 982.50	1 763 089.73
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 736 533.16	1 601 153.88
EXCEDENT OU DEFICIT	216 449.34	161 935.85

ANNEXES

- ∂ Informations sur l'entité
- ∂ Faits majeurs de l'exercice
- ∂ Règles et méthodes comptables
- ∂ Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation
- ∂ Notes sur le bilan actif
- ∂ Notes sur le bilan passif
- ∂ Notes sur le compte de résultat
- ∂ Engagements financiers et autres engagements
- ∂ Autres informations

2 Informations sur l'entité

Objet :

La Fondation de Combours créé le 8 juillet 1953 a été reconnue d'utilité publique le 30 janvier 1958. Ses statuts modifiés en date du 27 juin 2017, stipulent que son objet est d'accueillir temporairement des mineurs en difficulté, au sein de son établissement dont le statut est une maison d'enfants à caractère social (MECS).

Activité :

La fondation dispose d'un agrément du Département d'Ille et Vilaine de 24 places. Cela représente en terme d'activité pour 2022, un volume de 8 322 journée.

Moyens mis en œuvre :

L'organigramme 2022 accordé par le financeur est de 27.54 ETP.

La Fondation a bénéficié sur 2022 d'un financement, de la part du Département d'Ille et Vilaine, à hauteur de 1 833 499€, ce qui représente un prix de journée de 220.32€.

2 Faits majeurs de l'exercice

Durant l'année, le projet de déconstruction du site originel a conduit à accueillir les jeunes sur des sites différents : St Malo, Rennes et Combours.

Le projet de construction de la nouvelle maison des Enfants de Combours a été finalisé avec l'architecte et en partenariat avec le Département d'Ille et Vilaine.

Le rapprochement entre la Fondation de Combours et l'Association ARASS est toujours d'actualité. Les deux structures travaillent à ce projet, sur les aspects juridiques, en partenariat avec le cabinet Barthélémy. La date prévue de fusion a été reportée au 1er janvier 2024.

ð Règles et méthodes comptables

- 1- Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le principe de prudence en regard des règles comptables en vigueur.

Nous avons, à compter de 2020, pris en compte le nouveau règlement comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2019-04 du 08 novembre 2019 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations et fondations de notre secteur à compter du 1er janvier 2020.

- 2- Conformément à l'avis du CNC du 4 mai 2007 et à l'instruction de la DGAS du 17 août 2007, les charges à payer au titre des congés payés ont été constatées au 31/12/2022. La variation de congés payés au compte de résultat n'est pas reprise par les financeurs aux comptes administratifs et le montant total des charges non reprises pour l'établissement sous contrôle de financeurs s'élève au 31 décembre 2022 à 24 570 €.

- 3- Les nouvelles règles comptables introduites au 1er janvier 2005 par les nouveaux règlements sur les actifs, en particulier le retraitement par composant des immeubles inscrits au bilan de certains établissements, n'a pas donné lieu à un retraitement prospectif.

Ces règles sont appliquées pour toutes les nouvelles immobilisations acquises depuis le 1er janvier 2005. L'Association considère que le retraitement des constructions acquises antérieurement à la date du 01/01/2005, du fait de l'ancienneté des acquisitions, n'a pas un impact significatif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

ð Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, prorata temporis.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Types d'investissement	Durée d'amortissement
Logiciels, brevets et licences	5 ans
Construction bâtiment (méthode par composant)	Entre 10 et 50 ans
Installation générale, agencement et aménagement des constructions	10 ans
Matériel et outillage	Entre 5 et 7 ans
Matériel de transport	Entre 3 et 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans
Autres	5 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucun stock n'est constaté au 31/12/2022.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ð Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Valeur brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	1 035 327	85 063	8 782	1 111 608
Immo financière	1 620	5 895		7 515
Immo en cours	8820	62 940		71 760
TOTAL	1 045 767	153 898	8 782	1 190 883

Amortissement	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	781 474	45 214	1 261	825 428
Immo financière	-			-
TOTAL	781 474	45 214	1 261	825 428

Etat des créances

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Actif immobilisé	7 715	7 715	-
Actif circulant	-		-
Créances usagers	3 721	3 721	-
Autres créances	12 721	12 721	-
TOTAL	24 157	24 157	-

Régularisation d'actif

Produit à recevoir	-
Charges constatée d'avance	2 945

Valeur mobilière de placement

Etat du portefeuille	Valeur comptable	Valorisation au 31/12/2022	Moins-value provisionnée	Plus-value latente
Crédit Agricole CET	26 744	26 744		
Malakoff retraite épargne	6 636	6 636		
TOTAL	33 380	33 380	-	-

ð Notes sur le bilan passif

Affectation du résultat de l'exercice précédent

Résultat N-1 (2021)	(+) 148 858	
Déficit (-) Excédent (+)		
Affectation		
Réduction des charges d'exploitation		
Financement de mesures d'investissement		
Financement de mesures d'exploitation		
Réserve de compensation des déficits		
Réserve de couverture du BFR		
Compensation des charges d'amortissement		148 858
TOTAL	148 858	148 858

Tableau de variation des fonds propres

	2022	2021	Variation
Fonds associatif	111 176	111 176	
Excédent affecté à l'investissement	222 900	222 900	
Excédent affecté à la couverture du BFR	81 849	81 849	
Excédent affecté à la réserve de compensation des amortissements	290 038	141 180	148 858
Autres réserves			
RAN débiteur	(-) 10 297	(-) 10 297	
RAN charge différée : CP	(-) 107 628	(-) 108 497	869
Résultat sous contrôle du financeur	137 658	125 449	12 209
Résultat de l'exercice	216 449	161 936	54 513
Subvention d'investissement	3 442	4 015	574
Provisions réglementées	113 944	111 506	2 438
TOTAL	1 059 531	841 217	218 887

Excédent ou déficit effectif au 31.12.2022

	2022	2021
	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)
Résultat comptable	(+) 216 449	(+) 161 936
Reprise résultat antérieur, mesure exploitation		(-) 24 278
Provision congés payés	(+) 24 570	(+) 967
Résultat administratif	(+) 241 019	(+) 138 625
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>(+) 241 019</i>	<i>(+) 138 625</i>

Détail des provisions réglementées

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Renforcement du BFR	-			-
Réserve de PV nettes d'actif immobilisé	111 506	2 438		113 944
Réserve de PV nettes d'actif circulant	-			-
TOTAL	115 506	2 438	-	113 944

Détail des provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision pour risques <i>reprise aide apprenti</i>	-	14 667		14 667
Provision pour risques <i>retraite</i>	-			-
Provision pour charges	-			-
Provision pour dépréciation	-			-
TOTAL	-	14 667	-	14 667

Détail des provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation des stocks	-			-
Dépréciation des clients	-			-
TOTAL	-			-

Suivi des fonds dédiés

Origine des fonds dédiés	A l'ouverture	Utilisé durant l'exercice	Nouvelles ressources	A la clôture
Fonctionnement	3 350	3 350	-	0
Investissement	24 674		9 209	33 883
TOTAL	28 024	3 350	9 209	33 883

Rappel : la nouvelle réglementation comptable en 2020 a entraîné le reclassement des provisions pour renouvellement des immobilisations en fonds dédiés aux investissements.

Etat des dettes

	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	87 103	9 412	40 500	37 191
Etablissement financier				
Fournisseurs	81 368	81 368		
Dettes sociales et fiscales	225 206	225 206		
Autres dettes	618	618		
TOTAL	394 295	316 604	40 500	37 191

Régularisation de passif

Charges à payer	
Emprunt	194
Fournisseurs (FNP)	6 180
Congés payés	117 914
Personnel	32 639
Organismes sociaux	6 771
Etat	50
Autres	-
TOTAL	163 748
Produit constaté d'avance	-

ð Notes sur le compte de résultat

Ventilation des ressources hors ventes de biens et services

	2022	2021
Cotisations		
Reprise de subvention d'investissement	574	574
Dons manuels		
Mécénat		
Legs et donations		
Produits de la tarification	1 911 598	1 723 920
Participation des jeunes	7 994	15 900
Aides sur contrats salariés	12 000	5 333
Autres produits	5 534	14 857
Quote-part de subvention		
Cession d'immobilisations	9 960	800
Produits financiers	1 972	1 705
Transfert de charges / reprise de provision / fonds dédiés	3 350	-
TOTAL	1 952 982	1 763 089

Effectif moyen

	2022	2021
Effectif salarié		
Etablissement	34	30
Association	-	-
Personnel salarié en ETP		
Etablissement	33	28,60
Association	-	-

ð Engagements financiers et autres engagements

Engagement reçus

Etablissement	Banque	Date emprunt	Montant total	Durée	Caution
Maison des Enfants	Caisse Epargne	03 / 2011	120 000	240 mois	100 % Conseil Départemental d'Ille et Vilaine

Engagements donnés

Dépôts de garantie donnés pour les locations : 7 515€ au 31.12.2022.

ð Autres informations

Rémunération des dirigeants

La Maison des Enfants n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant salarié au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de ne pas publier cette information. Pour cette raison, il est uniquement précisé que la rémunération de l'unique cadre dirigeant est calculée par application de la Convention Collective du 15 mars 1966 (CC relevant du secteur sanitaire et social).

Convention réglementée

Il n'existe pas de convention réglementée entre la Fondation et ses dirigeants.

Valorisation des contributions volontaires

Les bénévoles (Monsieur le Président et les Administrateurs) ont passé environ 64 heures au service de la Fondation en 2022 :

- temps de réunion du Conseil d'Administration,
- réunions de vie sociale,
- participation aux Conférences des Présidents,
- réunions au Conseil Départemental,
- réunions avec la directrice de la Fondation.

Engagement de retraite

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes de la Fondation => Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au 31/12/2022.

La Fondation a signé un accord d'engagements retraite externalisé auprès de l'organisme AG2R La Mondiale. Ce contrat représente 36 161 € au 31/12/2022.

Le calcul des engagements de retraite a été calculé en appliquant la méthodologie préconisée par la recommandation 2003 R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Les paramètres suivants ont été retenus :

- taux de turn over : faible pour les cadres et moyen pour les non cadres
- taux d'évolution des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 0.34%
- départ à l'initiative du salarié
- taux de charges sociales et fiscales de 44%
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Litige

Aucun litige n'oppose la Fondation à des anciens salariés.